

Séminaire du Groupe de Recherches Matérialistes 2012-2013

Lieu : ENS-Paris

« Capitalisme, Accumulation et Lutte de Classes »

Depuis 2008, la Crise est déclarée. Crise financière d'abord, qui finit par toucher l'ensemble des rapports économiques qui gouvernent les sociétés contemporaines. Crise politique, que manifestent l'impuissance et la perte de légitimité des instances politiques, les impasses gouvernementales des Etats, et surtout la révélation traumatique des rapports brutaux de pouvoir et d'hégémonie inter- et intra-étatiques que cachait le projet européen sous l'écran fragile de sa rhétorique consensuelle et de ses mornes ambitions budgétaires. Crise sociale, finalement, qui ébranle le mythe d'un monde « avancé » post-moderne et immatériel, dont la prospérité reposerait sur l'information, le service et le dynamisme des « créateurs » de techniques et de désirs – et qui a au contraire révélé la violence et la misère de sociétés ravagées par les délocalisations et la concurrence généralisée, la marchandisation des services et les politiques d'« austérité », le chômage structurel et le travail précaire, le démantèlement des droits des travailleurs salariés et l'appauvrissement des couches moyennes...

Toutes ces crises, ou tous ces aspects d'une seule et même crise, interpellent directement le travail que le Groupe de Recherches Matérialistes mène depuis désormais six ans : une interpellation qui présente des aspects multiples.

Premièrement, elle concerne le corpus auquel le GRM consacre ses recherches : à savoir, l'ensemble des concepts et des pratiques qui ont innervé le mouvement communiste du XXe siècle. Notre pari a porté, dès le départ, sur la possibilité qu'une réappropriation historico-réflexive de cet immense corpus d'expériences aurait pu nous aider à voir clair dans les impasses et les impensés de notre présent : sa désorientation, son atonie politique, son impuissance à se réfléchir et à se gouverner, son peu de résistance face à maintes formes de régression suicidaire et d'aveuglement collectif... La situation historique que définit cette désorientation est définie également par le refoulement, non seulement de toute hypothèse pratique d'alternative au mode capitaliste de production, mais aussi de toute capacité à analyser et à maîtriser par la pensée la dynamique du capital et ses conséquences. La crise et l'effondrement du communisme du XXe siècle ont débarrassé les sociétés capitalistes du spectre de la lutte de classe ouverte et systématique, mais au prix d'éclipser tout projet collectif qui transcenderait les impératifs aveugles d'un système social redevenu puissance naturelle et Destin irrationnel.

Deuxièmement, la crise actuelle nous interpelle en ce qui concerne l'objet conceptuel que le GRM a essayé de creuser et de construire dans l'analyse de son corpus : la conjoncture. Si la « conjoncture » - avec ses notions « sœurs » que sont la « séquence » et la « saison »¹ - essaie de penser l'inscription réciproque de la pensée et de l'histoire, force est de conclure que toutes ces notions ne sauraient éviter d'être convoquées par un présent historique qui demande des efforts de réflexion et d'analyse. « Penser (dans) la conjoncture » est une exigence que le présent propose et impose avec urgence et qui interpelle notre hypothèse à propos de la nature « située » et « conjoncturelle » de toute pensée qui se voudrait à la hauteur du réel.

Troisièmement, notre travail est interpellé par le biais de sa prise en charge d'une « impureté » radicale de la politique qui surdétermine ultérieurement l'impureté de la pensée. L'autonomie de l'agir politique est toujours surdéterminée par la structure des rapports sociaux de production, dont la dernière instance reste l'impératif de valorisation du capital. Le capital fournit, et impose, à la politique le champ de son déploiement, surtout lorsqu'elle se présente comme une surrection directe

¹ Cf. les Editoriaux respectifs des trois premiers *Cahiers du GRM*

vis-à-vis de l'automouvement du capital. Selon Mario Tronti, le communisme du XXe siècle a incarné cette surrection en créant un sujet politique inédit : la classe ouvrière/prolétariat, ce moment interne du capital, laquelle ne saurait être pensée en dehors des rapports de production, tout en étant un sujet politique et non une simple catégorie économique ou sociologique. Notre travail sur les enquêtes ouvrières lors du Séminaire 2011-2012 visait justement à cerner la détermination de ce sujet qui ébranle toute hypothèse d'autonomie du politique, en faisant de la politique un phénomène indissociable de l'histoire du capital – bien que sous des formes violemment contradictoires et irréductibles à toute relation d'expression directe ou de réduction. Cette problématique se retrouve dans les recherches consacrées aux mouvements étudiants des années 1960 et aux « socialismes africains », où les luttes anti-autoritaires et anti-coloniales étaient indissociables d'une mise en question des rapports capitalistes mondiaux et impliquaient toutes les déterminations du concept d'« exploitation » - un concept que la théorie marxienne distingue soigneusement de toute notion « restreinte », purement quantitative et « comptable », des relations économiques. La transversalité et la surdétermination des formes d'existence de la crise actuelle témoignent du fait que, même après l'éclipse du mouvement communiste et de la « centralité » politique de la Classe ouvrière, le « politique » et le « social » continuent d'être inséparables de la dynamique contradictoire du capital, ne fût-ce que sous la forme négative d'une catastrophe qui investit simultanément chacune de ces sphères.

Pour toutes ces raisons, nous croyons à la fois possible et nécessaire un retour réflexif sur certaines catégories marxiennes « classiques », que des théoriciens contemporains, tels David Harvey, Giovanni Arrighi et Fredric Jameson, mettent à l'épreuve de la phase actuelle des relations capitalistes – la principale de ces catégories est l'« accumulation primitive » (ou « originaire », ou « initiale »), récemment étudiée et reformulée en particulier par David Harvey.

L'accumulation primitive marque, dans *Le Capital*, l'inscription réciproque de la logique structurale du mode de production et de l'histoire : événement historique de l'expropriation des producteurs, elle n'a de cesse de se répéter récursivement dans le déploiement du processus capitaliste dans ses différentes phases. La récurrence de l'expropriation du collectif-travailleur, la nécessité d'en revenir constamment à la mise en œuvre de la subsomption du travail et de son organisation par le capital, détermine l'historicité propre du capital, en en gouvernant les crises, les cycles et les transitions. En tant que ressort de la dynamique du système, cette accumulation récursive articule les dimensions « économique », « politique » et « sociale », et permet une certaine circulation du processus entre la longue durée de son mouvement global et les temporalités rapides des luttes et des restructurations, entre le centre et la périphérie, entre la discontinuité et l'invariance. Il est possible de mettre à l'épreuve de cette catégorie marxienne les analyses consacrées par historiens et économistes à la structure du capitalisme contemporain, à son rapport avec la crise actuelle et aux enjeux de son avènement après la crise du capitalisme des Trente Glorieuses.

Mais ce retour sur les concepts et les approches marxistes vise aussi à re-problématiser les expériences pratiques de dépassement des rapports capitalistes, les tentatives de mettre en œuvre des logiques différentes à l'échelle de la totalité sociale, et leurs rapports aux luttes ouvrières. Les recherches sur la subjectivation politique ouvrière, sur la fonction de l'idéologie dans l'institution des rapports sociaux, et sur les critiques de l'usage capitaliste de la technologie devraient être réinvesties dans leur relation avec le fonctionnement structural du capitalisme. Il est urgent de repenser les « constructions du socialisme » au XXe siècle à partir des problèmes du contrôle ouvrier sur la production, des apories du primat de la politique confronté aux « rocs » de l'expropriation des producteurs, de la division du travail et de l'innervation sociale de la technologie et de l'organisation. Il s'agit d'un travail qui a été déjà entamé avec nos recherches sur la Chine et le maoïsme et qu'il faut prolonger par l'étude de l'expérience soviétique.

Ce programme de recherches pour le Séminaire du GRM 2012-2013 nous semble constituer une digne réponse à l'interpellation qui nous vient de la situation actuelle – une réponse qui s'inscrit dans la condition et le statut de ce que nous avons voulu qualifier de « groupe politique non-politique », ce qui indique la persistance du souci politique dans notre travail de recherche. Alors même que nous essayerons de rapprocher nos analyses de la crise actuelle, il ne s'agira point dans ce Séminaire d'indiquer *directement* un programme politique (et surtout d'en cautionner un ou plusieurs parmi ceux que la situation actuelle a engendrés ou réactivés).

Notre hypothèse reste que l'un des aspects les plus marquants de la désorientation présente consiste précisément dans la situation d'opacité et d'impasse des rapports entre les pratiques politiques et les pratiques intellectuelles, et que ces rapports ne sauraient être formulés, depuis la position qui est la nôtre, de manière univoque et directe. C'est pourquoi la visée de ce Séminaire se limite aux domaines dans lesquels il est possible de *vérifier* les moyens, les fins et les résultats de notre travail. Et ce qu'il nous semble possible de faire en respectant cette condition peut se résumer en trois points : comprendre la situation dans laquelle on agit et on intervient ; mettre au point des objets, des méthodes, des *manières* de travailler spécifiques et cohérents ; mettre ces objets, méthodes et manières à l'épreuve de leur capacité de créer ou de faciliter des rencontres possibles, des occasions de travail en commun avec tous ceux qui croiront pouvoir reconnaître en eux quelque chose qui interpelle leurs propres fins et soucis.